

Le populisme, nouvel horizon de la démocratie ?

Interview de Vincent de Coorebyter par Béatrice Delvaux

2016 était l'année où la démocratie occidentale a été mise en danger (Hongrie, Pologne, Turquie, France, Allemagne, Autriche, États-Unis...). 2017 va lui donner le coup fatal ?

Vincent de Coorebyter : On ne doit pas confondre des situations qui se ressemblent mais qui sont ancrées dans des régions et des histoires différentes. En Turquie, Hongrie et Pologne se développent des ultra-conservatismes à fondement très nationaliste ou très religieux, dans des pays qui ne sont pas historiquement arrimés à l'Europe de l'Ouest et aux relations transatlantiques. On n'est qu'au début de cette dérive, en particulier en Turquie où on ne voit pas bien quels contrepouvoirs pourraient empêcher l'instauration d'une véritable dictature. La Pologne et la Hongrie doivent tenir compte du cadre européen, qui bride les tentatives autoritaires. Mais en tout état de cause, cette dynamique est très différente de ce qu'on observe en Europe de l'Ouest et aux États-Unis.

Populisme, c'est le mot clé de 2016 ?

J'ai souvent résisté à l'utiliser, quand il servait simplement à qualifier un homme politique de droite à la démagogie appuyée. Mais incontestablement, en France, aux Pays-Bas, au Royaume-Uni, en Autriche, en Allemagne avec l'AfD, aux États-Unis avec Donald Trump ou en Italie avec le mouvement 5 étoiles, on peut parler de populisme avec ses caractéristiques de démagogie éhontée, de rejet des élites, de mise en cause des étrangers. Le populisme est toujours une volonté de parler au nom du « vrai peuple » et d'écarter de sa définition toute une série de populations jugées marginales. Il y a dans le personnel politique de ces partis, dans certains pays (Allemagne, Autriche), d'authentiques nostalgiques de l'extrême droite voire du nazisme. Mais si on considère ceux qui peuvent faire l'histoire, c'est-à-dire les masses électorales, je ne crois pas à une tentative dictatoriale. Il s'agit plutôt d'une protestation au nom de la démocratie, de la part de ceux qui estiment être les oubliés de la souveraineté populaire et qui ne comprennent pas que leur propre volonté politique ne soit pas prise en compte.

Ce ne serait donc pas si grave ?

Il ne faut pas sous-estimer le phénomène, et notamment ses effets de rejet de l'autre, de haine, de xénophobie qui vont jusqu'à l'incitation à la violence, comme on l'a vu au Royaume-Uni avec l'assassinat d'une députée et la prise à partie de migrants d'origine polonaise. Mais ce n'est pas une menace sur la démocratie en tant que système. C'est l'expression d'une aspiration à plus de sécurité face au terrorisme, face à certaines formes de délinquance ou face à des flux migratoires ressentis comme incontrôlés. C'est une demande d'ordre, mais aussi une demande d'aide. Les perdants de la mondialisation, ou

ceux qui se sentent menacés par les transformations du monde, veulent que l'État joue à nouveau un rôle protecteur et stabilisateur, celui qu'il a joué de manière globalement efficace jusque dans les années 1970-1980.

C'est l'inefficacité de la démocratie qui est dénoncée. La protestation porte d'abord contre le fait que les responsables politiques semblent impuissants, voire complaisants, deux choses différentes qui se cumulent aujourd'hui. Les populistes leur reprochent aussi un attrait pour le pouvoir et pour l'argent, mais ce procès a toujours existé. C'est seulement quand les élus semblent ne servir à rien que les marques d'intérêt personnel deviennent insupportables.

L'impuissance des hommes politiques est une fatalité aujourd'hui ?

Elle est d'abord liée à l'ampleur des défis lancés au monde politique. J'en compte personnellement cinq, actuellement, dont un a été globalement bien relevé. Notre cadre législatif et constitutionnel a été adapté à une nouvelle donne sociologique de grande ampleur, l'individualisme, la liberté de choix individuelle dans tous les pans de l'existence, qui entraîne avec elle une demande d'égalité au profit des femmes et des minorités. Dans ce domaine, nos démocraties ont plutôt bien fonctionné depuis Mai 68. Mais cela coïncide sur quatre autres défis.

Primo, on a toujours eu besoin d'une régulation économique et sociale du capitalisme. Nous pensions l'avoir instaurée après la Seconde Guerre mondiale, mais depuis les années 1980, elle a été affaiblie par une politique de dérégulation lancée par Ronald Reagan et Margaret Thatcher, qui a touché aussi l'Europe du Marché unique. On a laissé faire, voire encouragé, la financiarisation de l'économie et la fraude fiscale légale, sans parler des délocalisations et des restructurations d'entreprises destinées à augmenter le niveau des dividendes. La réponse du monde politique n'est pas à la hauteur de ces enjeux, qui sont entrés dans le domaine public depuis que des journaux, des lanceurs d'alerte et des intellectuels dénoncent ces dérives. L'écart entre le souhaitable et ce qui est réalisé apparaît comme un gouffre. D'où la poussée populiste chez les petits pensionnés, les allocataires sociaux, les jeunes à qui on propose des stages, des CDD ou des salaires dérisoires par rapport à leur formation, ou encore les travailleurs qui se voient comme des variables d'ajustement pour l'entreprise.

Secundo, la prise de conscience du réchauffement climatique et de toute une série de dérèglements écologiques et sanitaires se heurte à une réponse qui n'est pas à la hauteur des enjeux. Après Rio et Kyoto qui furent des réussites dans les années 1990, il y a eu un long tunnel jusqu'à la COP 21 à Paris, qui a enfin relancé la machine de façon volontariste. Sauf que l'élection de Donald Trump menace déjà de lui faire perdre une partie de sa substance et qu'un certain nombre de pays traînent les pieds, dont la Belgique. Le problème de fond subsiste : comment sortir du productivisme à tout va sans aggraver la crise économique et sociale ? Ce conflit de valeurs nous traverse tous comme citoyens. Dans ce domaine, les vraies réponses sont mondiales et, forcément, en partie autoritaires, par voie d'interdiction – on peut dresser une longue liste de substances qu'il serait raisonnable de bannir à tout jamais. Mais une foule de lobbies tentent d'empêcher toute législation ambitieuse, avec le soutien d'États qui veulent protéger leur industrie. On voit ici à l'œuvre ce cumul délétère pour l'image de la démocratie que j'évoquais plus haut : impuissance et complaisance...

Tertio, les flux migratoires créent une nouvelle donne : nos sociétés sont devenues multiculturelles alors qu'elles n'y étaient pas préparées. Nous pensions former des peuples, nous ne sommes plus que des agrégats de populations. Et cela va s'aggraver, en raison des dérèglements économiques et climatiques, des guerres et des dictatures. Et en raison des systèmes de communication, qui rendent l'Occident accessible de partout et qui diffusent des images de prospérité qui font envie à la planète entière. Comment réguler ce phénomène, alors que nous avons voulu construire le monde, après la Seconde Guerre mondiale, sur des principes de liberté, d'accueil et de libre circulation ?

Le dernier défi mal relevé est celui de la sécurité, que nous évaluons désormais à l'échelle mondiale. Lampedusa, Alep : il y a une inquiétude liée à l'état du monde, alors qu'après la chute du Mur et la première guerre du Golfe, nous pensions entrer dans un nouvel ordre mondial où la paix serait la règle. Nous revenons au contraire à un monde de conflits, avec une série de néo-dictatures qui ont le vent en poupe – Chine, Russie, Turquie... – et qui nous affectent à coups de bras de fers commerciaux et diplomatiques, sans parler évidemment du terrorisme islamique. Il est normal qu'une partie de la population ne comprenne pas qu'on n'ait pas encore régulé ces risques, ou qu'on ait mis tant de temps à réaliser l'ampleur de la menace.

Pour les Européens, cela fait d'autant plus peur qu'il n'y a pas d'« entité forte » qui gère la situation, avec une Union européenne hors jeu ?

La situation de l'Europe contribue de façon lourde à cette atmosphère de crise démocratique. L'Europe apparaît comme la quintessence du pouvoir politique, trusté par des professionnels qui font des carrières longues et qui, une fois élus, ont les mains libres, vivent dans leur monde, s'entourent de conseillers en communication, de technocrates, d'experts... Dans l'imaginaire collectif, cela prend le visage d'une bulle sociale, d'un microcosme, d'une caste. Ce qui n'est pas tout à fait faux. La preuve en est la sidération de ces milieux, auxquels il faut ajouter les médias, lorsque le Brexit et Trump gagnent la partie, ce qui était pourtant prévisible pour ceux qui ne sont pas éloignés des classes populaires.

La Belgique semble particulièrement impuissante dans ce monde insécurisé ?

Nous cumulons deux faiblesses : celle du cadre européen et une faiblesse relative au cadre belge, qui n'a jamais favorisé un État fort ou une autorité charismatique traçant un chemin de façon visionnaire. Nous avons une culture de la tractation, du compromis, de la réponse souple et lente, et cela contribue à un sentiment d'impuissance. L'État belge paraît bienveillant et libéral, il ne fait pas peur, mais il ne rassure pas en temps de crise structurelle car on ne le sent pas assez déterminé ou efficace. On peut rappeler, à cet égard, cette singularité belge qui consiste à ne pas venir à bout de dossiers qui sont sur la table depuis 10 ou 20 ans : les nuisances sonores à partir de Zaventem ; le RER autour de Bruxelles ; la politique incompréhensible de restriction des numéros Inami alors qu'en Belgique francophone, nous faisons venir des médecins qui parlent à peine français ; une sortie du nucléaire dont plus personne ne comprend quand elle aura lieu ; le sous-équipement structurel de grands ministères régaliens comme les Finances ou la Justice ; le sous-financement de la SNCB où la dernière idée en vogue est la suppression des accompagnants, mesure qui va sûrement encourager à abandonner la voiture au profit du train... Ce tableau est unilatéral, évidemment, mais il explique ce sentiment assez répandu selon lequel l'État n'est pas à la hauteur des grands défis, en Belgique.

Cela étant, ce n'est pas le pays le plus travaillé par le populisme. Il y a « juste » le poids structurel du Vlaams Belang, en Flandre, ainsi qu'une partie de la communication de la N-VA qui flirte avec les thématiques populistes.

La N-VA joue habilement sur les questions d'identité, avec un essai réussi de gestion stricte des réfugiés, etc. Mais a-t-elle dérapé à la fin de l'année avec « le gouvernement des juges » ?

La N-VA dérape régulièrement, d'une manière qui reste chaque fois relativement dosée. On sent le souci de ne pas lâcher la parole irrémédiable. Même s'il y en a eu quelques-unes particulièrement discutables. Lâchée il y a dix ans, la phrase de Jan Jambon sur les musulmans qui ont dansé après les attentats aurait provoqué la démission du ministre. Et il y en a d'autres. La N-VA surfe sur un style populiste sans l'endosser totalement. Cela reste plus soft que des Fortuyn, Wilders, Grillo, Trump, etc. La stratégie de la N-VA consiste à rappeler en permanence que nous avons raison d'avoir peur et à indiquer en parallèle que ce parti est le seul à avoir l'audace d'agir, y compris en refusant d'appliquer une décision de justice au profit d'une famille syrienne. Il s'agit de montrer qu'avec elle, on évite le laxisme, l'excès de droits au profit des étrangers, des délinquants, des profiteurs de toute sorte. La N-VA fait un pas de deux avec une démagogie de type populiste sans être un parti qu'on peut qualifier de populiste.

Le PTB ?

Le discours n'est pas de même nature. Le PTB attaque durement ses ennemis traditionnels sur le plan économique et social, avec des accents de radicalité, une communication assez audacieuse, inhabituelle, parfois grinçante. Mais on n'y trouve pas les ingrédients du populisme, à commencer par un leader charismatique et brutal ou la mise en cause des étrangers. Le PTB se repose d'abord sur une dynamique collective, à travers un travail sur le terrain notamment. Il appelle à une mobilisation des ouvriers et des sacrifiés du système sans rejeter les élites ou la démocratie. C'est un discours de gauche assumé, simplificateur par moments, mais qui ne constitue pas une innovation en Belgique. On s'est tellement habitué à l'hégémonie de partis socialistes de type social-démocrate qu'on a pu croire que la gauche se réduisait au PS ou au SP.A. Non, il y a aussi une gauche plus marxiste et radicale qui retrouve de la voix. Mais ce n'est pas une rupture avec la démocratie, à mon sens.

La recette de Donald Trump, c'est de proposer un réenchantement du peuple par la colère ?

C'est une incarnation par la menace, la colère, la démagogie. Il a multiplié les mensonges, je le crois profondément insincère, il est dangereux, mais il a repris à son compte la fonction tribunitienne que les politiques doivent assumer, au moins une partie d'entre eux. Tous les partis n'ont pas vocation à s'inquiéter de la détresse populaire, mais quand des partis démocrates-chrétiens, de gauche ou écologistes adoptent un style gestionnaire et s'inscrivent dans le système, ne savent plus piquer une colère, montrer une émotion, reconnaître des souffrances, avancer un projet mobilisateur, on ouvre un boulevard pour des démagogues dont l'électeur n'est pas sûr qu'ils seront efficaces ou honnêtes, mais qui donnent au moins l'impression d'entendre et de vouloir.

C'est Tian (*There is an alternative*) contre Tina (*There is no alternative*) ?

Absolument. Regardez la sidération provoquée par Paul Magnette et par la Wallonie, parce que soudain la démocratie a fonctionné comme elle le devait. Un Parlement étudie un texte, demande des amendements, menace de voter contre plutôt que de plier, comme d'habitude, devant une décision prise par des gouvernements. Et c'est un événement mondial ! Les Wallons n'ont pas obtenu grand-chose, quant au CETA en lui-même, mais ils ont au moins sauvé l'idée démocratique et rappelé qu'elle avait du sens.

Ce combat wallon contre le CETA montre qu'il y a une autre voie, via le jeu démocratique, que Trump et le populisme pour réenchanter les peuples ?

Bien entendu. Une partie de la société a besoin de protection, et doit être assurée, d'abord, que des responsables politiques l'entendent, ne la méprisent pas, ne la renvoient pas à sa xénophobie, sa nostalgie, son incompréhension des mécanismes de l'économie ou des problèmes de financement de la sécurité sociale. Que Trump ait incarné cette écoute face aux souffrances, alors qu'il était le plus mal taillé pour le rôle, en dit long sur le sentiment d'oubli et le besoin de protection ! C'est une donne que les politiques doivent impérativement intégrer. Ils doivent cesser de moraliser et de dire leur impuissance. Il n'est pas question d'appliquer tout ce qu'un certain discours populiste demande, mais il est impératif d'entendre. Il y a de vraies attentes, des difficultés, des inquiétudes, des colères... Il faut en finir avec ce qui constitue non pas un mépris de classe mais une ignorance pure et simple, ce qui est beaucoup plus grave. Aujourd'hui, le monde politique continue à prendre des initiatives qui en disent long sur son enfermement.

C'est le cas de l'affaire Publifin, ou du livre de François Hollande ?

Par exemple. Ou des semaines de polémique autour de la présidence de la commission parlementaire sur le Kazakhgate, ou de la tentative malheureuse de réformer le système de décumul des mandats en Wallonie. Cela montre que des professionnels de la politique ne sentent plus l'opinion.

Les partis politiques peuvent jouer un rôle ? Ou ce sont les citoyens qui vont opérer le renouveau ?

Les citoyens agissent déjà en votant. La preuve : il s'est développé un électorat écologiste et un électorat populiste qui modifient les rapports de force et qui ont aiguillonné des réformes. Mais je reste frappé par le décalage entre le degré de méfiance vis-à-vis du monde politique et le côté globalement traditionnel des votes. Je ne suis pas certain que le vote va suffire à créer toutes les brèches nécessaires. Mais les citoyens sont aussi actifs dans la société : logements partagés, modes de vie écologiques, développement du commerce équitable, circuits courts, initiatives de solidarité qui vont à l'encontre de la vague xénophobe... Et les citoyens protestent, en tout cas une partie d'entre eux : 3 millions de signatures pour la mise en cause du TTIP en Europe, mais la Commission a considéré que les conditions n'étaient pas remplies pour la prise en compte de cette initiative citoyenne. Outre la société civile « classique » (associations, syndicats, ONG...), des mouvements comme Tout autre chose, Nuit debout, les Indignés brassent des idées, sont des caisses de résonance et des lieux de proposition. Tout cela aiguillonne un certain nombre de responsables politiques. Les sondages flatteurs pour le PTB ont joué un rôle, mais la mobilisation de la société civile a aussi encouragé la Wallonie à élever sa garde contre le CETA. La société civile bouge beaucoup plus que le monde politique, qui croule

sous une foule de problèmes à régler au quotidien et qui doit suivre un rythme souvent trop lent, celui des procédures démocratiques formelles. Alors que les nouvelles technologiques nous habituent à l'immédiateté et à l'efficacité – un clic change tout « en temps réel », dans le monde informatique –, nous comprenons de moins en moins qu'il faille tellement de temps au politique pour agir.

On ne voit guère comment tout cela va s'améliorer en 2017...

Ce n'est pas simple d'impulser des mouvements nouveaux dans cette machine engorgée, et avec des États soumis à des contraintes budgétaires qui entravent l'innovation. Le décalage entre l'ampleur et la rapidité avec laquelle de nouveaux défis surgissent et la capacité de réponse du politique est de plus en plus béant. La révolution numérique, à elle seule, engendre une foule de bouleversements économiques et comportementaux que le monde politique serait bien en peine de réguler au rythme où ils apparaissent. Je n'offre pas beaucoup de perspectives d'avenir, mais c'est parce que cela me paraît particulièrement difficile.

L'homme de Coorebyter est inquiet ?

Oui. Mais quand je vois ce qui est en train de se passer pour l'environnement, je constate que sur certains enjeux, la réaction de la société est assez profonde, structurelle et active pour enclencher une transformation, avec des associations, des intellectuels, des citoyens qui aiguillonnent les partis ou qui en créent. Il reste que cela ne se décrète pas, malheureusement.

Cet article a été publié sous le titre « Des citoyens appellent à l'aide » dans : *Lesoir.be*, 2 janvier 2017.

Pour citer cet article dans son édition électronique : Vincent DE COOREBYTER (interviewé par Béatrice DELVAUX), « Le populisme, nouvel horizon de la démocratie ? », *Les @analyses du CRISP en ligne*, 2 janvier 2017, www.crisp.be.